



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 2

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur du Burkina Faso pour 2024

Document d'action « Renforcement des chaînes de valeur agricoles et vertes »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Renforcement des chaînes de valeur agricoles et vertes Référence opérationnelle OSPYS: ACT-62551 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui - TEI 2 – Pacte Vert pour les jeunes – Burkina Faso
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: les régions Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre, Centre Ouest et Hauts-Bassins du Burkina Faso
4. Document de programmation	Programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021-2027 pour le Burkina Faso
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Domaine 3 du PIP Burkina Faso « Économie verte et résiliente » <ul style="list-style-type: none">- Objectif spécifique n°1 : Conservation, restauration, gestion et exploitation durables des écosystèmes naturels ;- Objectif spécifique n°2 : Modernisation et diversification de Filières Agroalimentaires résilientes et porteuses;- Objectif spécifique n°3 :Renforcement des capacités de gestion et compétences locales.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Economie verte et résiliente
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 1 Pas de pauvreté Autres ODD importants : ODD 2 Faim « zéro » ; ODD 5 Inégalité entre les sexes ; ODD 7 Energie propre et d'un coût abordable ; ODD 8 Travail décent et croissance économique ; ODD 10 Inégalités réduites ; ODD 12 Consommation et production durables ; ODD 13 action climatique; ODD 15 Vie sur terre; ODD 16 Paix, justice et institutions efficaces
8. a) Code(s) CAD	311 Agriculture 321 Agro-industrie 232 Génération d'énergie renouvelable

	32130 SME Development 220 ICT 25010 Business Support Services and Institutions			
8. b) Principal canal d'acheminement	20000 Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile 13000 Gouvernement tiers (coopération déléguée) 50000 Other			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important
Transformation numérique @		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET

12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120</p> <p>Coût total estimé: EUR 28 000 000</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE: EUR 28 000 000</p> <p>La totalité de la contribution du budget de l'UE contribué à la TEI 2 – Pacte Vert pour les jeunes – Burkina Faso.</p>
-------------------------------	---

GESTION ET EXÉCUTION

13. Type de financement	<p>Modalité du projet</p> <p>Gestion directe par:</p> <ul style="list-style-type: none"> – subventions – marchés publics <p>Gestion indirecte avec des entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3</p>
--------------------------------	--

1.2 Résumé de l'action

Cette action vise à renforcer la résilience des populations sur les plans économiques et de la sécurité alimentaire par le renforcement des chaînes de valeur agro-alimentaires.

L'intervention est une contribution pragmatique à une approche territoriale intégrée, ciblant en particulier le **développement de chaînes de valeur agroalimentaires adaptées au changement climatique, dans une perspective de sécurité alimentaire**. Des partenaires ayant la capacité de fournir un appui concret aux populations tout en se coordonnant étroitement avec les autres actions et acteurs extérieurs et en impliquant les autorités et les parties-prenantes locales seront mobilisés pour la mise en œuvre des activités.

Le programme ciblera géographiquement la zone d'influence du corridor Abidjan-Ouagadougou, i.e. le « triangle » OKDB (Ouagadougou - Koudougou – Dédougou – Bobo Dioulasso), zone géographique des programmes OKDB de l'AAP 2023, élargi à la région des Cascades, grenier du pays et par conséquent joue un rôle majeur pour dans sa sécurité alimentaire.

Le programme sera mis en œuvre selon une approche intégrée humanitaire-développement-paix (nexus HDP) travaillant dans une zone qui constitue le grenier du pays et visant à inclure les personnes déplacées internes (PDI) et autres personnes en situation de vulnérabilité, y compris les femmes et les jeunes, notamment en répondant aux besoins des personnes ayant dû effectuer des déplacements secondaires sur la zone d'intervention. Les activités du programme chercheront à assurer la continuité et la durabilité des actions menées en urgence. Les expériences, leçons apprises et analyses de vulnérabilité de la communauté humanitaire contribueront à cibler les activités de l'action. L'expérience des États membres dans les zones ciblées sera également prise en compte.

Une approche chaîne de valeur suivant une démarche inclusive prendra en compte tous les maillons des acteurs, des intrants jusqu'au consommateur, et aussi tous les niveaux d'intervention (micro, méso, macro) ; ce qui rejoint la stratégie « Farm to Fork »¹ de l'UE.

L'action sera mise en œuvre principalement par des agences d'exécution des États membres dans une approche Équipe Europe. Des ONG, en consortia ou non, en première ligne pour la mise en œuvre des actions sur le terrain, seront également impliqués dans l'exécution de l'intervention.

L'action s'inscrit pleinement dans l'initiative de la « Grande Muraille Verte », contribuant notamment aux piliers concernant l'investissement dans les petites et moyennes exploitations, la promotion des approches agroécologiques résilientes au changement climatique ainsi que la restauration des terres et la gestion durable des écosystèmes. Elle contribue aux engagements de l'UE envers les personnes déplacées et leurs communautés hôtes. L'action va aussi contribuer au Plan d'Action Genre III (GAP III)² visant les domaines d'engagement thématique « *Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes* » et « *Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition écologique / changement climatique et environnement* ». L'action contribue à la réalisation des objectifs d'adaptation et d'atténuation au changement climatique définis dans la Contribution Déterminée au niveau Nationale (CDN) pour le secteur AFAT (Agriculture, Foresterie, Élevage, Ressources en eau - et Énergie). L'Action est potentiellement complémentaire et synergistique avec des actions soutenues par d'autres instruments de l'UE, notamment ERASMUS+, Horizon Europe et DeSIRA+ dans une approche 360 degrés.

L'UE participe aux efforts de coordination de la coopération avec le Burkina Faso en tant que membre de l'Alliance Sahel³, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche territoriale intégrée. Cette action est alignée avec les principes de l'Alliance Sahel et plus particulièrement avec le secteur prioritaire « agriculture, développement rural, sécurité alimentaire ».

¹ COM(2020) 381 final

² JOIN/2020/17 final

³ L'Alliance Sahel est une plateforme de coordination qui fédère l'action de 27 partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux : <https://www.alliance-sahel.org/>.

1.3 Zone bénéficiaire de l'Action

L'action sera menée à l'endroit suivant : Burkina Faso, avec un focus sur les régions Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre, Centre Ouest et Hauts Bassins. Le Burkina Faso figure dans la « *Liste des bénéficiaires d'APD* » établie par le CAD.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Depuis janvier 2022, le Burkina Faso a connu d'importants bouleversements avec deux coups d'État et une situation sécuritaire et humanitaire en dégradation continue. En effet, plus de la moitié du territoire échappe au contrôle du Gouvernement, notamment à l'est et au nord du pays, car dans les mains de groupes armés terroristes (GAT) ; plus de 2 millions de personnes (plus de 10 % de la population, deux tiers étant des femmes et des enfants) sont des Personnes Déplacées Internes (PDI)⁴ tandis que 102 249 demandeurs d'asile ont fui dans les pays voisins⁵ ; 3,35 millions de Burkinabè sont en situation d'insécurité alimentaire sévère, dont 650 000 en risque de famine ; et le taux d'inflation pour les denrées alimentaires se situe à 23,4%. La plupart des localités au nord et à l'est du Burkina, encerclées par les GAT, ne sont accessibles que par hélicoptère ou des convois protégés par l'armée car systématiquement l'objet d'attaques meurtrières et/ou d'engins explosifs.

Les autorités de Transition ont adopté depuis octobre 2022 une rhétorique anti-impérialiste, endogeniste et panafricaine, ciblant principalement la France, ancienne puissance coloniale. Les choix stratégiques de la Transition ont ensuite rapidement opté pour une « diversification des partenariats » officialisant un rapprochement avec certains pays.

Le coup d'état au Niger en juillet 2023 a renforcé la logique d'une alliance des juntes militaires au pouvoir au Mali, Burkina Faso et Niger, avec, en première instance, la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) et plus récemment avec la décision de ces trois pays de quitter la CEDEAO. Cet événement représente un nouveau défi pour préserver dans la région un système multilatéral fondé sur des règles permettant de promouvoir la paix et la sécurité et de défendre les droits de l'homme et le droit international. Suite à la tenue des « assises nationales » fin mai 2024 le possible retour à l'ordre constitutionnel s'est vu repoussé de cinq ans (par rapport à l'engagement qui fut agréé avec la CEDEAO).

Le régime s'est durci au cours de l'année 2023, cherchant à contrôler davantage l'information liée de près ou de loin à la lutte contre le terrorisme, aux Forces de Défense et à l'action du gouvernement. La société civile a de plus en plus peine à se faire entendre. L'année 2023 et le début 2024 ont aussi été marqués par des attaques terroristes et des allégations de plusieurs massacres imputés aux forces de sécurité, avec plusieurs centaines de victimes parmi la population civile.

Malgré le durcissement du discours politique, les contacts de l'UE avec l'administration publique, que ce soit au niveau ministériel ou technique, sont restés ouverts et constructifs. Les représentants de la société civile ont réitéré l'importance de l'engagement européen auprès des populations du Burkina Faso pendant la Transition.

En dépit de la situation sécuritaire dégradée, le Burkina Faso reste l'espace stratégique sur lequel il est encore possible d'agir pour lutter contre le débordement de la violence terroriste dans les pays côtiers du Golfe de Guinée. Alors que le Burkina est, pour l'année 2023, le deuxième pays au monde⁶ qui subit le plus de violences de type terroriste, et en 2024 le pays le plus affecté par le terrorisme (GTI), la «

⁴ Les PDI sont estimés à 2.1 millions de personnes selon le CONASUR en mars 2023. Les organisations humanitaires basent leur programmation sur une fourchette entre 2.4 et 2.6 millions.

⁵ Source UNHCR.

⁶ Seulement derrière le Nigéria (presque au même niveau malgré une population 10 fois moindre) avec 1473 d'incidents et 7174 tués au 10 novembre 2023 et deux fois plus que le Mali, classé en troisième (Sources ACLED).

contagion » de la violence djihadiste au nord des pays du Golfe de Guinée affecte directement les intérêts de l'UE au niveau de la sécurité, la stabilité socio-économique et le contrôle de la migration⁷.

Dans le cadre de ce contexte complexe, la stratégie d'intervention proposée pour l'AAP 2024 vise à trouver un équilibre entre une approche politique reflétant les divergences avec le régime et la nécessité pour l'UE de défendre ses intérêts au Sahel. Cette approche contribuera à éviter l'effondrement du pays, tout en gardant, de par son action sur le terrain, une capacité pour influencer les événements, défendre ses valeurs et contenir l'importation du modèle malien au Burkina Faso.

L'**agriculture** est un secteur clé dans le contexte actuel du pays. L'**insécurité alimentaire** se trouve à des niveaux élevés, impactée par la crise sécuritaire mais aussi par la dégradation des ressources naturelles et la pression du changement climatique. Au-delà d'assurer une meilleure sécurité alimentaire, l'agriculture, et plus largement les chaînes de valeur agro-alimentaires, a un fort potentiel d'occupation de la jeunesse du pays et peut ainsi contribuer à résoudre la crise sécuritaire.

L'**agriculture** représente 73.3 % des emplois et 22.0 % du PIB du Burkina Faso⁸. Les femmes y jouent un rôle important, même si elles ont un accès limité au foncier, représentant 46.4% de la force de travail agricole. Le secteur repose principalement sur des petites exploitations familiales peu performantes et peu intégrées dans les marchés. Ces exploitations familiales sont concentrées dans les campagnes où les terres sont plus fertiles et plus arrosées.

Le fonctionnement durable des **chaînes de valeur agro-alimentaires** souffre d'offres de services financiers et non financiers insuffisants, de capacités de transformation des produits agricoles limitées ainsi que d'infrastructures de commercialisation insuffisantes dans les villes secondaires. Ces insuffisances contraignent le développement des chaînes de valeur et aussi la sécurité alimentaire des populations.

2.2 Analyse des problèmes

L'**agriculture**, reposant principalement sur de petites exploitations familiales agricoles, est le pilier de l'économie du Burkina Faso et assure la sécurité alimentaire et l'emploi d'une grande majorité de la population. Elle est cependant affectée par une série de facteurs qui limitent ses performances et sa durabilité au premier rang desquels des pratiques agricoles inadaptées et peu résilientes avec de faibles rendements et une organisation insuffisante en termes de chaîne de valeur. Cela limite la capacité de développement des systèmes agro-alimentaires durables par l'agroécologie et les pratiques agricoles intelligentes face au climat, y compris l'agriculture péri-urbaine alors, qu'au-delà de la durabilité du secteur, elles permettraient de valoriser l'abondante main d'œuvre et d'intensifier la production par hectare de sorte à assurer aussi bien des revenus supplémentaires qu'un meilleur approvisionnement des villes et la sécurité alimentaire des populations.

Dans le contexte actuel, la **sécurité alimentaire** du pays est mise à mal aussi bien du côté de la **disponibilité**, en raison de la crise sécuritaire et aussi de la sous-performance du secteur agro-alimentaire et des chaînes de valeur, que du côté de l'**accessibilité** en raison de la crise sécuritaire et des contraintes de revenu des ménages exacerbées par l'inflation des prix alimentaires. Différentes actions ont eu lieu dans le secteur agricole ou sont en cours dans la zone ciblée, avec le soutien de l'UE et d'autres partenaires, cependant les besoins restent globalement insatisfaits et justifient une approche centrée sur les **chaînes de valeur prioritaires pour la sécurité alimentaire** que sont le maïs et le riz pour les cultures. Pour le secteur animal, l'**aviculture** joue un rôle de plus en plus important pour la sécurité alimentaire de la population mais cette chaîne de valeur souffre d'un manque crucial de structuration et a été relativement négligée par les partenaires techniques et financiers, y compris l'UE. Le

⁷ DG HOME Blueprint report on Tunisia December 2023 indique que 7 448 migrants originaires du Burkina Faso ont été enregistrés pour franchissement illégal de frontière pour la période janvier-septembre 2023, ce qui représente un bond de 2 300 % par rapport à la même période de 2022. Par ailleurs, le nombre de demandes d'asile de migrants Burkinabè dans l'UE a atteint 2 860 en 2023, +75 % ayant été déposées en Italie, représentant une hausse significative en comparaison avec les années précédentes.

⁸ FAO Statistical yearbook agriculture and food, 2022.

développement d'autres chaînes de valeur agro-alimentaires (y compris l'anacarde) est aussi contraint par des difficultés variées.

Les difficultés agricoles pèsent sur la structuration des **chaînes de valeur** pour les cultures et produits animaux principaux, limitant les revenus des producteurs aussi bien que les quantités produites, transformées et commercialisées. De surcroît, ces **chaînes de valeur de l'agro-alimentaire** sont l'objet de différentes fragilités qui limitent leur développement et leur résilience et par conséquent leur contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Elles souffrent d'un accès insuffisant aux **services financiers ou non financiers** (y compris digitaux) soutenant le développement des très petites et moyennes entreprises (TPMEs) et les entreprises du secteur informel qui jouent un rôle important dans toutes les étapes de la chaîne de valeur. Ainsi, l'accès au crédit adapté aux besoins a été identifié comme une contrainte majeure par 75 % des MPME⁹. Les financements disponibles pour les PME ne couvrent que 16 % du total des investissements nécessaires (Banque mondiale). Les femmes sont les plus exclues du secteur financier classique : la proportion des hommes de 15 ans et plus ayant demandé un crédit est de 11,7% contre 5,1% pour les femmes¹⁰. Au-delà des accès au financement et de la disponibilité des instruments financiers verts, l'écosystème entrepreneurial burkinabè a besoin d'un accompagnement des institutions spécialisées pour exploiter efficacement les opportunités qu'offrent les chaînes de valeurs porteuses et en perspective pour exploiter les opportunités du Fonds Européen de Développement Durable (EFSD+) et les potentialités d'un secteur dynamique. Cela limite la capacité de transition vers une économie circulaire, l'efficacité énergétique et un développement de bas-carbone.

Les chaînes de valeur agro-alimentaires souffrent aussi d'un accès insuffisant à **l'énergie productive** qui pénalise les activités aux différents stades des chaînes de valeur (production, transformation, commercialisation). La plupart des spéculations au Burkina Faso sont exclusivement pluviales et sujettes aux aléas climatiques, augmentant la vulnérabilité des agriculteurs et communautés à la fluctuation de revenus et à l'insécurité alimentaire. Côté agriculture irriguée, le pays compte autour de 60 000 motopompes d'irrigation à diesel. Le système d'irrigation par pompage solaire est une alternative intéressante avec un faible coût d'exploitation permettant une forte réduction des émissions. Les pratiques d'agroécologie combinées au système d'irrigation solaire sont une solution robuste permettant d'augmenter le rendement agricole et les revenus des exploitants.

L'énergie renouvelable peut soutenir les unités de transformation des produits agro-alimentaires, activités pratiquées majoritairement par les femmes, avec une offre d'énergie propre favorisant la professionnalisation des activités. Elle offre d'autres solutions locales, par exemple chambres froides solaires pour la conservation des produits agricoles permettant de meilleurs prix de vente.

Dans ce contexte, la **digitalisation** peut jouer un rôle très constructif. Même si le secteur des TIC est moins développé que dans les autres pays de la sous-région¹¹, la digitalisation peut être un facilitateur (« enabler ») pour augmenter le potentiel économique des chaînes de valeur agricoles, tout en favorisant la transition écologique. La formation en compétences numériques utiles (de base mais aussi avancées) et le développement des applications ou solutions numériques contribuent non seulement à développer ces secteurs, mais aussi à créer des opportunités pour les jeunes femmes et hommes et les filles, qui maîtrisent mieux ces technologies.

Les **femmes** jouent un rôle important dans l'économie des territoires, qui pourrait être augmenté si elles avaient un accès équivalent aux facteurs de production que les hommes. Elles pâtissent d'un accès plus

⁹ Enquête entreprise de la Banque mondiale au Burkina Faso (2017)

¹⁰ Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. PNUD : https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-07/strategie_genre_bfa_2023.pdf

¹¹ Par exemple sur le taux d'utilisation d'internet, l'indice de Développement des TIC (IDI) ou sur l'Indice de Développement du e-Gouvernement (EGDI), selon le Programme Régional de Développement de l'Economie Numérique de l'espace UEMOA (PRDEN).

limité aussi bien pour les actifs (foncier¹², équipement, etc.) que pour les services agricoles ou financiers. Pour compenser ces contraintes d'accès et assurer la sécurité alimentaire de leurs ménages, les femmes se consacrent particulièrement au modèle émergent d'agriculture urbaine et agro-écologique et sont aussi fortement impliquées dans la petite aviculture. Les femmes sont fortement présentes dans la transformation agro-alimentaire, notamment du riz et du maïs. Les **personnes déplacées internes** ont un accès diminué aux foncier et bétail. Cependant, plusieurs ménages, notamment dirigés par des femmes, s'impliquent dans la **petite aviculture** et **l'agro-écologie** pour améliorer leur résilience économique.

L'économie du Burkina Faso ne développe pas des activités économiques à la hauteur de sa croissance démographique dynamique (2.7 % par an), ce qui conduit à un niveau élevé d'inactivité de la jeunesse du pays, qui est aussi préjudiciable pour la sécurité du pays. **Une population jeune inoccupée, vivier de recrues pour les groupes armés.** Le pays fait face à une insécurité importante qui est exacerbée par une population jeune inoccupée. Augmenter l'employabilité et l'emploi des jeunes est par conséquent une priorité pour le pays à travers des travaux de haute intensité de main d'œuvre (HIMO), notamment dans les activités de construction, à chaque fois que cela est possible.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les **bénéficiaires finaux** seront les titulaires de droits : les communautés, les citoyens et les citoyennes burkinabè avec une attention particulière à l'égard des femmes, des jeunes, des personnes déplacées internes, des réfugiés des pays voisins et leurs populations hôtes, des personnes retournées, des personnes en situation de handicap et les ménages et personnes les plus affectées par la crise.

Les **groupes cibles** seront les organisations de la société civile burkinabè (OSC); les mouvements de jeunesse, de femmes et de personnes en situation de vulnérabilité; les leaders traditionnels et religieux; les organisations professionnelles ; les opérateurs économiques locaux et les acteurs du secteur privé y compris celles représentant les entreprises/coopératives dirigées par des femmes; les responsables des collectivités territoriales et locales et les directions régionales ; provinciales des ministères techniques concernés (titulaires des obligations)¹³.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'**objectif général** de cette action est de contribuer à renforcer la résilience des populations affectées par la crise sécuritaire du Burkina Faso, avec une attention particulière à l'autonomisation socio-économique des femmes.

L'**objectif spécifique** de cette action est l'amélioration de l'efficacité, de la résilience climatique et de la durabilité des chaînes de valeur agro-alimentaires.

Les **produits** à fournir dans le cadre de cette action contribuant à l'objectif spécifique sont les suivants:

Composante 1 : Chaînes de valeur

P1.1 La chaîne de valeur **aviculture** est renforcée ;

P1.2 Les chaînes de valeur **riz et maïs** sont renforcées.

¹² Si les femmes représentent 55% de la force de travail agricole, elles n'exploitent que 16 % des terres. Les textes juridiques nationaux et internationaux – ratifiés par le Burkina Faso – consacrent l'accès équitable des femmes burkinabè à la terre, Dans les faits différentes discriminations éloignent les femmes de la ressource foncière qui est un préalable à leur autonomisation et une contrainte au développement socio-économique du pays.

¹³ Le Ministère de la solidarité nationale et de l'action humanitaire (MSNAH) ; ; le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité (MATDS) ; le Ministère du genre et de la famille (MGF) ; le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques (MARAH) ; le Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi (MSJE) ; le Ministère du développement industriel, du commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises (MDICAPME) ; le Ministère de l'environnement, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement (MEEEA) ; le Ministère de l'urbanisme, des affaires foncières et de l'habitat (MUAFH).

Composante 2 : Services financiers et non-financiers

P2.1 L'accès aux **services financiers** pour les Micro, Petites et Moyennes entreprises (MPMEs) et le secteur informel des chaînes de valeur riz, maïs, aviculture et autres (y compris anacarde) est amélioré ;

P2.2 Les compétences **numériques** des jeunes femmes et hommes et des filles sont améliorées et des solutions numériques sont apportées.

Composante 3 : Accès à l'énergie verte et productive

P3.1 L'adoption des **technologies vertes** (bio-digesteurs et solaire) est augmentée ;

P3.2 L'accès des PME agro-alimentaires à l'**énergie renouvelable** est amélioré.

3.2 Activités indicatives

Composante 1 – Chaînes de valeur

Activités liées au produit P.1.1 (chaîne de valeur aviculture): Investissements dans des abattoirs modernes de transformation pour villes principales et secondaires; unités d'abattage mobiles de volaille pour communes rurales ; construction de marchés à volaille pour villes principales / secondaires et pour des communes rurales ; matériel de distribution des produits avicoles.

Activités liées au produit P.1.2 (chaînes de valeur riz et maïs) : Aménagement et réhabilitation des bas-fonds du riz selon systèmes agro-écologiques ; formation technique et professionnelle des personnes en situation de vulnérabilité (femmes, jeunes et personnes en situation de handicap); établissement d'un centre d'excellence agro-écologique ; construction et équipement des magasins et unités d'étuvage de riz ; appui au développement des unités de transformation du riz et maïs intégrant les principes de l'économie circulaire ; appui à la structuration des chaînes riz et maïs (coopératives, interprofessions).

Composante 2 – Services financiers et non financiers

Activités liées au produit P.2.1 (accès aux services financiers) : renforcement de l'écosystème entrepreneurial ; financement et accompagnement technique de TPMEs notamment celles gérées par des femmes ; fourniture de financement d'amorçage ; appui à la formalisation d'entreprises informelle ; financements « prêts d'honneur » ; préparation pour opportunités EFSD+ ; amélioration du cadre législatif et réglementaire pour les chaînes de valeur ; soutien aux mesures d'amélioration de la qualité et à son contrôle ; analyse des besoins différenciés entre les hommes et les femmes pour l'accès aux services financiers dans ces chaînes de valeurs.

Activités liées au produit P.2.2 (digitalisation) : formation sur compétences numériques de base et avancées pour jeunes femmes et hommes et filles dans les chaînes de valeur ciblées (« digital literacy »); développement d'applications / solutions numériques dans les chaînes de valeur (y compris avec des concours / « hackathons ») ; appui aux « Digital Hubs » dans des villes secondaires.

Composante 3 – Énergies vertes et productives

Activités liées au produit P.3.1 (technologies vertes) : Installation de bio-digesteurs (compost et biogaz) et technologies solaires dans les chaînes ciblées ; formation et accompagnement pour l'utilisation des technologies solaires (pompe solaire).

Activités liées au produit P.3.2 (accès PME agro-alimentaires à l'énergie) : Appui/financement pour l'accès des PME aux énergies renouvelables ; formation des PME dans les pratiques de transformation durable et de l'économie circulaire.

La contribution de l'UE à l'initiative «Équipe Europe», à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'«Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives «Équipe Europe» et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

L'aide à l'environnement et à l'adaptation au changement climatique sont des objectifs importants de cette action, car elle promouvra des pratiques agricoles durables et intelligentes face au climat, ainsi que l'adoption de pratiques et de cultures plus résistantes à la sécheresse grâce à leur accès aux marchés. La protection de l'environnement est un domaine d'attention induit par la promotion de l'agroécologie et de la gestion agroforestière, en abordant des aspects tels que la couverture des sols, l'adoption de cultures moins épuisantes pour les sols, l'utilisation de fertilisants organiques et la réduction de la dégradation des terres. La promotion de la lutte contre les ravageurs et les maladies sera également encouragée, en mettant l'accent sur les techniques de gestion intégrée et en incluant des mesures de sauvegarde environnementales pour la conservation de la biodiversité. L'action favorisera également l'intégration des principes de l'économie circulaire dans les chaînes de valeur et la transition énergétique.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) : L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) : Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique l'inclusion d'une perspective de genre dans toutes les activités du programme. Au-delà de l'inclusion des femmes, l'action veillera à analyser dans chaque secteur les dynamiques de genre, les rapports de pouvoir, les conditions d'accès et les besoins différenciés entre les hommes et les femmes, afin de concevoir des activités qui exploitent les opportunités et adressent les blocages. L'action s'aligne sur le nouveau plan d'action genre (GAP III, notamment sa priorité thématique « *Renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes* »), et son plan de mise en œuvre Équipe Europe (CLIP) au Burkina Faso pour la période de 2021-2025 ainsi que la Stratégie Nationale Genre 2020-2024 du gouvernement et la Feuille de route société civile 2021-2024. Cet alignement sera significatif sur les priorités suivantes : l'autonomisation sociale et économique des femmes, fortement présentes dans la petite aviculture et la transformation du riz, du maïs et de l'anacarde. Le renforcement de ces chaînes de valeurs bénéficiera aux coopératives et PME de transformation en majorité féminines et aux ménages vulnérables, notamment de PDI. L'installation de biodigesteur dans les ménages réduira le charge domestique des femmes en amenant le gaz au sein du foyer. La suppression de la tâche de récolte du bois permettra un gain en temps et en sécurité. Enfin, les systèmes de suivi & évaluation du programme et ceux des partenaires de mise en œuvre seront élaborés de manière à pouvoir faire ressortir les impacts sur les différents groupes cibles (hommes, femmes, jeunes, etc.).

Droits de l'homme

Le respect des droits humains s'avère critique dans un contexte d'insécurité car les vulnérabilités sont exacerbées, notamment pour les Personnes Déplacées Internes (PDI), ce qui les rend plus fragiles aux risques des violences et d'abus. L'action intègre l'approche basée sur les droits humains qui a pour objectif de renforcer les capacités des titulaires d'obligations à assumer leurs responsabilités et encourager les titulaires de droits à les faire respecter. L'action va respecter les cinq principes opérationnels de l'approche basée sur les droits humains : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que des activités économiques créatrices d'emploi et de résilience vont cibler les populations les plus vulnérables y compris les personnes en invalidité ou handicapées qui pourront bénéficier d'un appui direct (cible de 5 % des bénéficiaires).

Réduction des inégalités

Au regard du marqueur des inégalités (I-Marqueur), cette action porte la mention I-2. La présente action vise à renforcer le fonctionnement des chaînes de valeur. Elle va contribuer à l'amélioration du revenu des acteurs par leur formation (technique, digital), une production plus efficace, un meilleur accès au marché, l'accès à la formalisation de MPME et aux services financiers et l'accès à l'énergie productive. Cette meilleure inclusion des acteurs dans les chaînes de valeur agricole contribuera à sortir les personnes vulnérables de la pauvreté et réduire la vulnérabilité aux chocs. En cela, l'action aura pour effet de réduire la vulnérabilité et donc les inégalités socio-économiques.

Démocratie

La prise en compte des questions transversales et des considérations relatives à la bonne gouvernance sont assurées par : (i) l'implication systématique des différents acteurs dans des processus transparents de décision, d'examen de la faisabilité et dans la mise en œuvre des actions à tous les niveaux ; (ii) les objectifs de bonne gouvernance de l'UE ; (iii) l'application des principes de genre et d'intégration des jeunes et des personnes vulnérables (y inclus les PDI), et (iv) l'intégration des stratégies/actions dans le cadre global de la bonne gouvernance. L'action développera des mécanismes de médiation en vue de prévenir et régler les conflits locaux (accès à la terre, gestion des ressources naturelles, etc.). Un effort sera fait pour intégrer les femmes et les jeunes dans ces mécanismes communautaires.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action bénéficiera du dialogue politique qui accompagnera la mise en œuvre des actions et qui permettra de suivre le développement du nexus humanitaire-développement-paix. L'action recherchera des synergies entre les acteurs humanitaires et le développement afin de s'attaquer aux causes profondes de la crise qui menacent la stabilité, la cohésion sociale et le développement inclusif avec une attention particulière à l'approche nexus HDP. Au-delà des aspects sécuritaires, l'action devrait permettre d'agir rapidement au profit des populations les plus vulnérables souffrant de l'instabilité, en accompagnant le redéploiement de l'État et des services de bases, sur un nombre limité des communes identifiées comme prioritaires. Les déplacés / réfugiés et les populations hôtes vulnérables seront particulièrement visés en termes d'intégration et d'accès aux activités économiques. L'action va également promouvoir le renforcement de la cohésion sociale et contribuer à la réduction des conflits.

Réduction des risques de catastrophes

L'action contribue à la stabilisation des populations vulnérables, déplacées internes et populations hôtes. Elle contribue particulièrement à leur installation sur des espaces viabilisés, hors des bas-fonds, limitant les risques d'inondations durant la saison des pluies.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Persistance / aggravation de l'insécurité dans les zones d'intervention empêchant la mise en œuvre des activités ou	Élevée	Élevé	Renforcement du dispositif sécuritaire autour des zones d'intervention et introduction d'une flexibilité permettant de

	affectant les produits de la mise en œuvre			changer, si nécessaire, certaines localités
Environnement externe	Instabilité et tensions politiques autour de la prolongation puis de la sortie de Transition, impactant la mise en œuvre des activités	Élevée	Moyen	Travail avec des opérateurs non-étatiques, dialogue continu avec les autorités en charge
Planification, processus, systèmes	Retrait des partenaires de mise en œuvre pressentis / choisis (pour raisons politiques ou d'insécurité, voir ci-dessus)	Moyen	Moyen	Concertations régulières avec les acteurs présents pour développer une capacité d'anticipation et identification d'opérateurs alternatifs le cas échéant.
Communication et information	Perception d'ingérence et de favoritisme liée au choix d'intervenir au profit direct des populations, uniquement sur certaines zones du territoire national	Moyen	Élevé	Préparation et déploiement des activités en coordination étroite et en toute transparence avec les autorités centrales et locales et communication externe sensible au contexte national.
Environnement externe	Difficultés macro-économiques consécutives à la sortie de la CEDEAO qui pourraient réduire l'impact positif des activités devenues insuffisantes pour faire face à la situation	Moyen	Faible	Concertations régulières avec les autres partenaires du pays et dialogue politique et de politiques avec les autorités pour anticiper et prévenir ce type de risques. Accompagnement du dialogue régional.
Environnement externe	Occurrence d'événements extrêmes	Moyen	Moyen	Existence de systèmes d'alerte précoce et la coordination avec les acteurs humanitaires

Enseignements tirés:

En matière des systèmes agro-alimentaires et de gestion des écosystèmes, de nombreuses interventions ont soutenu des activités en matière de formation professionnelle, agriculture familiale, entrepreneuriat agricole, appui à des filières porteuses. Ces actions ont renforcé la création d'emplois et un développement économique local dans des régions principalement périphériques (affectées par des crises sécuritaires), ce qui a permis de stabiliser des bénéficiaires finaux, jeunes et femmes. Cela a contribué à renforcer la cohésion sociale et la sécurité alimentaire. Des évaluations finales des différents projets et d'une évaluation ex-post des projets FFU relatifs à l'emploi et la formation professionnelle, à la sécurité alimentaire et la résilience on peut tirer les enseignements et recommandations suivantes : (i) l'implication, la participation et la responsabilisation des acteurs locaux et des opérateurs de mise en œuvre dans une approche promouvant le « faire-faire » a permis de mener les activités directement sur le terrain malgré la crise sécuritaire ; (ii) le développement des approches territoriales intégrées, incluant l'ensemble des acteurs et avec un souci d'harmonisation et de complémentarité avec d'autres projets / programmes, renforce l'efficacité et durabilité des interventions ; (iii) la création des opportunités de

formation professionnelle et d'emploi dans leur milieu de vie peut redonner de l'espoir aux jeunes et éviter les tentations de migration et de radicalisation ; (iv) l'appui à l'agriculture familiale et aux filières agro-sylvo-pastorales en milieu rural ont permis de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables¹⁴; (v) sur le plan opérationnel, la nécessité d'agir avec acteurs locaux qui, dans le contexte complexe du pays, sont capables de s'adapter et de produire des résultats.

3.5 Logique d'intervention

Ce projet est une réponse urgente au contexte de fragilité actuel en améliorant les conditions des vie des populations des régions concernées, y compris PDI et hôtes. Elle contribuera à endiguer l'expansion de l'insécurité vers les pays côtiers et à renforcer la cohabitation pacifique entre populations déplacées et populations d'accueil.

Inscrite dans la logique de renforcer la résilience socio-économique et la sécurité alimentaire dans la zone d'influence économique de l'axe Abidjan-Ouagadougou, l'action contribuera à désenclaver, connecter et faciliter les échanges commerciaux du pays. Cet espace constitue le grenier du pays, qu'il convient de renforcer dans un contexte de sévère et incessante augmentation de l'insécurité alimentaire¹⁵ et nutritionnelle¹⁶ et de prix alimentaires en forte hausse¹⁷, ce qui limite l'accès des populations à un régime sain¹⁸.

En conséquence, l'action adopte une vision holistique et multidimensionnelle pour renforcer les chaînes de valeur. Elle cible des activités traditionnelles de production et transformation alimentaire, y compris avec des investissements d'impact (comme les abattoirs modernes), ajoutant des couches ou dimensions additionnelles pour renforcer la compétitivité et l'efficacité des chaînes de valeur, notamment avec l'accès au financement, la digitalisation, et l'accès aux énergies vertes.

Les territoires concernés, qui hébergent environ 10 % des PDIs du pays et sur lesquels un afflux plus important est anticipé, restent encore accessibles au déploiement d'activités de développement. Ces territoires et leurs villes principales et secondaires subiront progressivement une pression démographique et économique qui demande de l'anticipation et de la planification.

Au-delà de cette logique, travailler dans cet espace facilitera le développement du bassin économique que le corridor stratégique Abidjan-Ouaga irrigue. En facilitant les échanges commerciaux de part et d'autre de la frontière avec la Côte d'Ivoire, en contribuant au développement socio-économique, au renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience des populations dans la zone d'intervention et en développant les opportunités d'emploi pour les jeunes, l'action renforcera le Burkina Faso en tant que « verrou sécuritaire » régional et contribuera à contenir la contagion du conflit vers le Golf de Guinée dans la logique de l'Arc de stabilité pour la périphérie du Sahel.

L'action vise aussi à contribuer aux priorités nationales pour lesquelles les visions de l'UE et du Burkina Faso sont convergentes, telles que l'offensive agro-pastorale et halieutique 2023-2025.

¹⁴ On note en particulier des résultats très positifs et le développement de bonnes pratiques avec : (i) les techniques d'aménagement de bas-fonds, de périmètres maraîchers, d'utilisation des intrants / fumure / semences certifiées / améliorées, de défense et restauration des sols, de petites irrigations, de cultures de contresaison visant l'augmentation de la productivité agricole et des disponibilités alimentaires, la génération de revenus et la reconstitution des moyens d'existence durables ; (ii) des techniques (la culture de contresaison, le petit élevage, le maraîchage, les transferts sociaux ciblés (approche participative HIMO, cash for work) ; la transformation de produits forestiers non ligneux (PFNL) visant la facilitation de l'accès aux revenus et aux produits alimentaires par la diversification des activités en milieu rural ; (iii) de bonnes pratiques locales d'agroécologie et de gestion durable des terres, de facilitation de l'accès à la terre.

¹⁵ 3.5 millions personnes en phase 3

¹⁶ 21% des enfants de moins de cinq ans sont en retard de croissance, selon JME

¹⁷ Taux d'inflation de 23.4% pour les prix alimentaires en 2022. Cependant, des estimations récentes du FMI sont plus positives par rapport à l'inflation globale en 2023 grâce à la baisse des prix des produits locaux, en particulier des céréales, de la farine et des légumes frais..

¹⁸ 77% de la population n'a pas accès à un régime sain, selon la FAO

L'intervention est fondée sur une approche territoriale intégrée et multisectorielle, visant à maximiser l'impact dans les zones et populations ciblées. Des synergies et complémentarités seront établies avec les différents projets bilatéraux et régionaux qui interviennent dans les mêmes zones géographiques dans la logique de l'approche territoriale. En particulier : i) avec les actions à lancer « *Investissements pour le développement de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou – villes secondaires* » et « *Capital humain et services sociaux de base dans le corridor stratégique Ouagadougou- Abidjan* » ; ii) les actions en cours de mise en oeuvre « *Programme d'appui au développement humain et aux services sociaux de base dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (triangle OKDB)* » et « *Résilience économique et système agro-alimentaire dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (triangle OKDB)* » ; iii) le programme transfrontalier (MIP Régional) « *SKBoWA* », couvrant le Sud Mali, Sud-ouest Burkina Faso, Nord Côte d'Ivoire et Nord Ghana.

La présente action contribuera significativement à l'initiative Équipe Europe TEI 2 « Green Deal pour les Jeunes » et la mise en œuvre sera coordonnée avec les actions des États membres de l'UE présents au Burkina Faso et leurs agences d'exécution. L'approche Équipe Europe renforcera l'impact et la visibilité des actions de l'UE au Burkina Faso.

L'approche intégrée Humanitaire-Développement-Paix (Nexus HDP) sera mis en œuvre en travaillant dans une zone qui constitue le grenier du pays et visant à inclure les PDI et autres personnes vulnérables, notamment en répondant aux besoins des personnes ayant dû effectuer des déplacements secondaires sur la zone d'intervention. L'action cherchera à assurer la contiguïté avec les actions menées en urgence et la recherche de solutions pérennes pour les institutions et des solutions durables pour les populations affectées.

Les activités sont conditionnées à la situation sécuritaire de la zone ciblée, et en conséquence, la mise en œuvre devra se montrer flexible dans le cadre du Nexus (notamment par le changement de la localisation).

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin. Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).

- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Renforcer la résilience des populations affectées par la crise sécuritaire du Burkina Faso, avec une attention particulière à l'autonomisation socio-économique des femmes.	1. GERF 2.31. Proportion de la population en dessus de la ligne de pauvreté par sexe, âge, statut d'emploi et localisation géographique dans les territoires d'intervention (pourcent) 2. GERF 2.20. Nombre de migrants, réfugiés et personnes déplacées internes ou individus des communautés hôtes protégées ou assistées par l'UE (ventilé par sexe, age, personnes en situation de handicap, si possible) 3. GERF 1.1. Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, par sextet et statut autochtone 4. Coping Strategy Index dans les territoires d'intervention	1 2	1 2	1 2	<i>Non applicable</i>
Réalisation 1	L'efficacité, la résilience climatique et la durabilité des chaînes de valeur agro-alimentaires ont été améliorées	1.1. GERF 2.1. Nombre de petits exploitants agricoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière (ventilé par sexe, age, personnes en situation de handicap, si possible) 1.2. GERF 2.2. Zones d'écosystèmes agricoles et pastoraux où des pratiques de gestion durable ont été introduites avec le soutien de l'UE (en Ha) 2.1. GERF 2.17. Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE : a) entreprises, b) particuliers (ventilé par sexe, age, personnes en situation de handicap, statut migratoire, si possible) 3.3. GERF 2.7. Émissions de gaz à effet serre (GES) évitées (en tonnes d'équivalent CO ₂) avec le soutien de l'UE			Rapports narratifs Rapports d'évaluations externes	Le pays ne connaît pas de troubles majeurs sur les plans politique, économique et sécuritaire qui empêchent le développement des actions des projets.

		3.4 GERF 2.6 Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) mettant en œuvre des pratiques de consommation et production durables avec le soutien de l'UE				
Produit 1.1 lié à la Réalisation 1	La chaîne de valeur aviculture a été renforcée	1.1.1 Nombre d'infrastructures et d'unités de production, transformation, commercialisation construites et/ou réhabilitées renforçant la chaîne de valeur aviculture 1.1.2 Le revenu moyen des acteurs de la chaîne de valeur est amélioré	1.1.1 A définir (2025) 1.1.2 A définir (2025)	1.1.1 115 (en 2028) 1.1.2 +10% (en 2028)	Rapports narratifs Rapports d'évaluation	Le pays ne connaît pas de troubles majeurs sur les plans politique, économique et sécuritaire qui empêchent le développement des actions des projets.
Produit 1.2 lié à la Réalisation 1	Les chaînes de valeur riz et maïs ont été renforcées	1.2.1 Surface aménagée ou réhabilitée avec des bas-fonds du riz et maïs adaptés pour l'agroécologie (en Ha) 1.2.2 Nombre d'infrastructures et d'unités de production, transformation, commercialisation construites et/ou réhabilitées renforçant les chaînes riz et maïs 1.2.3. GERF 2.14. Nombre de personnes (ventilé par sexe, âge, personnes en situation de handicap, statut migratoire, si possible) ayant bénéficié d'interventions d'EFP/développement des compétences en institution ou sur lieu de travail soutenues par l'UE : (a) tous les FEP/développement des compétences	1.2.1 A définir (2025) 1.2.2 A définir (2025) 1.2.3 A définir (2025)	1.2.1 +51.750 Ha (en 2028) 1.2.2 +108 (en 2028) 1.2.3 +60.500 personnes (dont 20.500 femmes et 5.900 jeunes)	Rapports narratifs Rapports d'évaluation	Le pays ne connaît pas de troubles majeurs sur les plans politique, économique et sécuritaire qui empêchent le développement des actions des projets.
Produit 2.1 Lié à la Réalisation 1	L'accès aux services financiers pour les Micro, Petites et Moyennes entreprises (MPMEs) et le secteur informel des chaînes de valeur riz, maïs, aviculture et autres (y compris anacarde) a été amélioré	2.1.1. Nombre d'entreprises du secteur informel local formalisées 2.1.2. Nombre des entreprises (ventilé par MPME ou grandes entreprises) ayant accès aux mécanismes de financement				
Produit 2.2 Lié à la Réalisation 1	Les compétences numériques des jeunes femmes et hommes et des filles et des solutions numériques ont été apportées	2.2.1: GERF 2.14. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'interventions d'EFP (Enseignement et formation professionnelle)/ de développement des compétences en établissement ou sur le lieu de travail soutenues par l'UE : (b) uniquement l'EFP/le développement de compétences pour la numérisation (ventilé par sexe, âge, personnes en situation de handicap, statut migratoire si possible). 2.2.2 Nombre de jeunes entreprises ayant développé une offre de services numériques commercialisables pour améliorer la durabilité et compétitivité dans les chaînes de valeur privilégiées par l'action (données de chef d'entreprise ventilées par sexe, âge, personnes en situation de handicap, statut migratoire si possible)	2.1.1 2.1.2	2.1.1 2.1.2	2.1.1 2.1.2	
Produit 3.1 Lié à la Réalisation 1	L'adoption des technologies vertes (bio-digesteurs et solaire) a été augmentée	3.1.1. Nombre des personnes ayant accès à l'énergie productive verte (bio-digesteurs et technologies solaires) – (ventilé par sexe, âge, personnes en situation de handicap, statut migratoire, si possible)	2.2.1 2.2.2	2.2.1 2.2.2	2.2.1 2.2.2	

		3.1.2. Nombre des cooperatives agricoles utilisant l'énergie verte pour activités de production/transformation (données de chef d'entreprise ventilées par sexe, age, personnes en situation de handicap, statut migratoire si possible)				
Produit 3.2 Lié à la Réalisation 1	L'accès des PME agro-alimentaires à l'énergie renouvelable a été amélioré	3.2.1. Nombre de PME formées en pratiques de transformation durables et économie circulaire (données de chef d'entreprise ventilées par sexe, age, personnes en situation de handicap, statut migratoire si possible) 3.2.2. Nombre de PME ayant accès au financement d'énergie renouvelable (données de chef d'entreprise ventilées par sexe, age, personnes en situation de handicap, statut migratoire si possible)				

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **72 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁹.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe)

a) Objet de la (des) subvention(s)

Une partie de cette action (produits P1.1 et P1.2 ; P2.1 et P2.2) sera mise en œuvre au travers de contrats de subvention en gestion directe avec des organisations non gouvernementales, en consortium ou non, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

b) Type de demandeurs visés

Des organisations non gouvernementales ou des consortia d'organisations non gouvernementales disposant d'expérience dans les thématiques et dans les zones d'intervention.

(c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants :

- Expérience et capacités opérationnelles / logistiques dans le pays, notamment dans les zones d'intervention Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre, Centre Ouest et Hauts-Bassins du Burkina Faso ;
- Expérience préalable avec les acteurs locaux : ONGs locales, OSC, services techniques déconcentrés, communes, etc. ;

¹⁹ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

- Expérience significative dans la mise en oeuvre de subventions UE ou autre bailleur de même ordre de grandeur ;
- Expérience avérée dans les domaines concernés (chaînes de valeur concernées ; fourniture de services financiers / non financiers).

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 198 lettre a) du Règlement financier).

Le recours à cette procédure est dû à l'impact que la situation sécuritaire et humanitaire du pays ont sur la mise en œuvre des actions sur le terrain. Il est nécessaire de pouvoir sélectionner directement des partenaires de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères définis à la sections 4.4.4.

4.4.2 Gestion directe (marchés publics)

Un marché sera lancé pour une assistance technique qui fournira des activités d'appui conseil et de suivi du projet. Le contrat couvrira :

- des appuis conseils à des collectivités locales pour la mise en œuvre du projet avec les divers opérateurs de mise en œuvre ;
- des appuis conseils à l'exercice des missions des représentants des ministères techniques concernés ;
- des études d'analyse de suivi-évaluation et d'enquêtes de performance de la mise en œuvre ;
- un appui spécifique à la coordination et au monitoring des actions sur les zones d'intervention.

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de cette action (une partie des activités prévues pour atteindre les produits P1.1 et P1.2 ; P2.1 et P2.2 ; la totalité des produits P3.1 et P3.2) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : (i) capacité opérationnelle dans le pays et dans la zone d'intervention ; (ii) expérience significative dans les domaines concernés ; (iii) expérience significative dans les produits attendus ; (iv) la capacité à coordonner et suivre les partenaires de l'action.

En cas d'échec des négociations avec les entités susmentionnées, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.4.

4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode de gestion pourrait être revu pour l'adapter à la nouvelle situation :

1) Passage d'un mode de gestion directe à une gestion indirecte :

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour les activités à la section 4.4.1., cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : (i) capacité

opérationnelle dans le pays et dans la zone d'intervention ; (ii) expérience significative dans les domaines concernés ; (iii) expérience significative dans les produits attendus ; (iv) la capacité à coordonner et suivre les partenaires de l'action.

2) *Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe :*

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour les activités prévues à la section 4.4.3., cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe selon les modalités les modalités suivantes.

(a) Objet des subventions

Une partie de cette action (une partie des activités prévues pour atteindre les produits P1.1 et P1.2 ; P2.1 et P.2.2 ; la totalité des produits P3.1 et P3.2), sera mise en œuvre au travers d'une subvention en gestion directe avec des organisations non gouvernementales, en consortium ou non, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

(b) Type de demandeurs visés

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales disposant de références et d'expérience dans les thématiques des différents produits, en particulier dans les zones d'intervention.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants : (i) Expérience et capacités opérationnelles / logistiques dans le pays, notamment dans les zones d'intervention Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre, Centre Ouest et Hauts-Bassins du Burkina Faso ; (ii) Expérience préalable avec les acteurs locaux : ONGs locales, OSC, services techniques déconcentrés, communes, etc.; (iii) Expérience significative dans la mise en oeuvre de subventions UE ou autre bailleur de même ordre de grandeur ; (iv) expérience avérée dans les domaines concernés.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 198 lettre a) du Règlement financier).

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Objectif général - Contribuer à renforcer la résilience des populations affectées par la crise sécuritaire du Burkina Faso, avec une attention particulière à l'autonomisation socio-économique des femmes.	1 000 000
<i>Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	1 000 000
Objectif spécifique - Amélioration de l'efficacité, de la résilience climatique et de la durabilité des chaînes de valeur agro-alimentaires - Produits P1.1, P.1.2, P2.1, P2.2, P3.1, P3.3	26 900 000
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	13 200 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3	13 700 000
Objectif spécifique - Amélioration de l'efficacité, de la résilience climatique et de la durabilité des chaînes de valeur agro-alimentaires - Assistance technique - Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.2	1 000 000
<i>Subventions – enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>13 200 000</i>
<i>Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	<i>1 000 000</i>
Évaluation – voir section 5.2 Audit – voir section 5.3	100 000
Totaux	28 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union européenne, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

Un comité de pilotage, d'orientation et de suivi sera organisé de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action ainsi que celles prévues pour les actions « Investissements pour le développement de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou – villes secondaires » et « Capital humain et services sociaux de base dans le corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou ». Ce comité assurera le suivi global de l'intervention et proposera les orientations d'ordre stratégique du programme pour les diverses composantes. Il sera présidé par le Ministère en charge de l'Économie et des Finances et y participeront des représentants des différents ministères techniques concernés par les interventions (santé, éducation, eau & assainissement, agriculture,

environnement, formation professionnelle, action humanitaire, administration territoriale) ainsi que des représentants des opérateurs de mise en œuvre.

En outre quatre *comités d'orientation et de suivi territorial* seront organisés de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action ainsi que celles prévues pour l'action « Investissements pour le développement de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou » et pour l'action « Capital humain et services sociaux de base dans le corridor Ouagadougou- Abidjan » dans les régions des Cascades, Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun et Hauts-Bassins pour assurer le suivi des activités dans lesdites régions. Ces comités seront présidés par les représentants de l'administration territoriale pour les zones concernées (les gouvernorats). Y participeront des représentants des autorités locales des régions et des communes concernées, des représentants des services techniques déconcentrés des ministères techniques concernés (santé, éducation, eau & assainissement, agriculture, environnement, formation professionnelle, action humanitaire, administration territoriale) avec des représentants des opérateurs de mise en œuvre.

La DUE participera aux Comités de pilotage et d'orientation et de suivi territorial en tant qu'observateur.

4.8 Conditions préalables

S.O.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

L'assistance technique mise en place dans le cadre des actions du présent programme annuel consolidera les différents rapports des projets sur la zone d'intervention y compris les rapports des opérateurs du présent projet.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale seront effectuées pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne l'efficacité et l'efficacé des dispositions mises en place afin d'en tirer des leçons apprises aux financements ultérieurs.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques).

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<p>Renforcement des chaînes de valeur agricoles et vertes</p> <p>Tous les contrats de mise en oeuvre feront l'objet d'un reporting agrégé à travers le contrat d'Assistance technique (et tous les contrats doivent rapporter périodiquement à l'AT).</p> <p>Produits P1, P2 et P3 (montants indicatifs de 26 900 000 EUR)</p> <p>Groupe Subvention (gestion directe) – cf. section 4.4.4 : 13 200 000 EUR</p> <p>Groupe gestion indirecte avec une organisation d'un Etat membre – cf. section 4.4.3 : 13 700 000 EUR</p> <p>Assistance technique – Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2 : 1 000 000 EUR</p>